

Conjoncture française



Retour sur la précédente prévision

Au premier trimestre 2014, l'activité a stagné alors que nous anticipions une légère progression (+0,1 %) dans la Note de conjoncture de mars 2014. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance (-0,2 point) alors que nous prévoyions une contribution nulle. Les exportations ont ralenti plus que prévu (+0,3 % contre +0,9 % anticipé, après +1,6 %). Par ailleurs, la demande intérieure hors stocks a reculé plus qu'attendu (contribution de -0,4 point contre -0,2 point prévu) mais le restockage a été plus important qu'anticipé (contribution de +0,6 point contre +0,3 point prévu).

L'emploi salarié marchand non agricole a reculé (-22 000 postes), tandis que nous l'attendions en légère hausse (+6 000 prévus). L'inflation d'ensemble à la fin du premier trimestre 2014 s'est élevée à +0,6 %, contre +0,7 % anticipé.

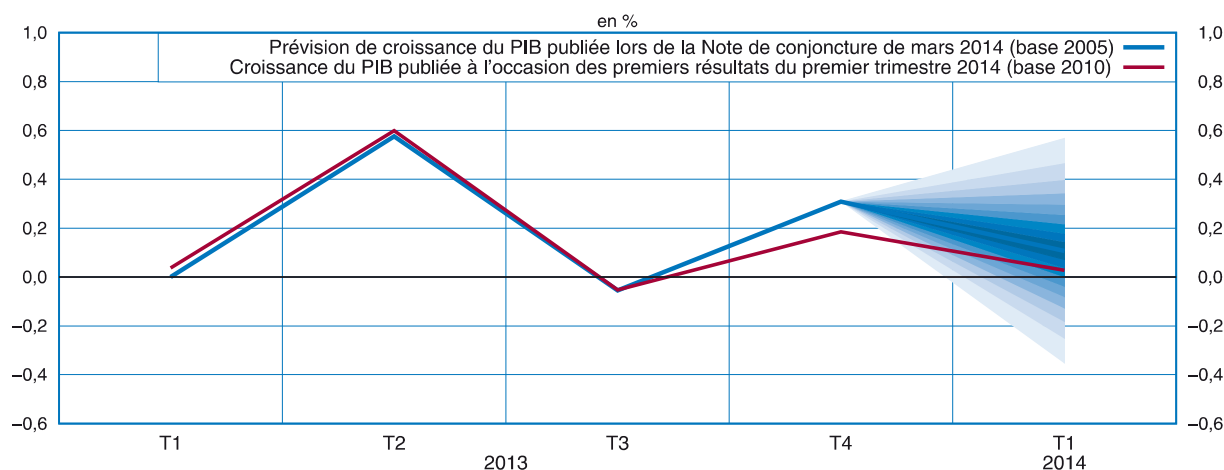
Pour le deuxième trimestre 2014, notre prévision de croissance est inchangée (+0,3 %). L'emploi salarié marchand non agricole serait stable (contre +6 000 prévu en mars), et l'inflation mi-2014 serait plus basse (+0,5 % contre +0,9 %).

L'activité a stagné au premier trimestre 2014, alors que nous prévoyions une légère hausse

Au premier trimestre 2014, le PIB a stagné, après avoir progressé de 0,2 % au trimestre précédent, alors que nous avions anticipé une légère progression (+0,1 %). Cette faible erreur se retrouve dans la production totale (+0,2 % contre +0,3 % prévu) notamment celle de services marchands (+0,3 % contre +0,4 % prévu). En outre, la production de la construction baisse nettement plus que ce que nous anticipions (-1,5 % contre -0,7 % prévu). En effet, l'investissement en construction a reculé de 1,8 % au premier trimestre 2014 alors que nous prévoyions -0,9 %.

La production a été aussi dynamique qu'attendu dans l'industrie manufacturière (+1,0 % contre +0,9 % prévu) et plus qu'anticipé dans les services non marchands (+0,5 % contre +0,2 % prévu). Par ailleurs, l'activité de la branche « énergie-eau-déchets » a nettement reculé, comme anticipé (-1,4 % contre -1,5 % prévu) et la production de services de commerce a progressé de 0,1 %, comme nous l'anticipions.

1- Graphique des risques associé à la Note de conjoncture de mars 2014 et croissance réalisée



Source : Insee

La demande intérieure finale hors stocks a plus reculé que prévu

La demande intérieure finale hors stocks a baissé, comme anticipé. Mais ce repli a été plus important qu'attendu. D'une part, la consommation a reculé plus que prévu (-0,5 % contre -0,3 % attendu), en particulier celle en produits manufacturés (-0,7 % contre -0,5 %) après la forte croissance du quatrième trimestre 2013 (+0,9 %). D'autre part, l'investissement total s'est un peu plus fortement replié que nous l'avions anticipé (-0,9 % contre -0,5 %), pour l'ensemble des secteurs institutionnels. L'écart résulte notamment de l'investissement en construction. Il faut toutefois souligner que le changement de base a conduit à une révision du profil trimestriel de ce type d'investissement sur la période récente (cf. *éclairage*, « Les comptes trimestriels sont passés en base 2010 »).

Ralentissement des exportations plus fort qu'attendu

Au premier trimestre 2014, les exportations ont fortement ralenti (+0,3 % après +1,6 %). Les exportations manufacturières n'ont progressé que de 0,4 % alors que nous attendions une augmentation de 1,1 %, après +1,8 % au quatrième trimestre 2013. De plus, les exportations de produits agricoles ont fortement reculé (-2,8 %) alors que nous les attendions en hausse (+2,0 %). Notre prévision de mars tablait en effet sur une progression sensible de la demande adressée à la France au premier trimestre (+1,2 %) qui ne s'est pas concrétisée (0,0 %). En particulier, les exportations à destination des pays en dehors de l'Union européenne se sont contractées. L'erreur de prévision sur les importations est en revanche plus faible (+1,0 % contre +0,8 % anticipé). Au total, la contribution comptable des échanges extérieurs à la variation du PIB a donc été négative (-0,2 point), alors que nous l'attendions neutre. Enfin, la contribution des variations de stocks a été nettement plus importante que prévu, à +0,6 point contre +0,3 point attendu.

Baisse surprise de l'intérêt

L'emploi salarié a légèrement reculé, contrairement à ce que nous anticipions en mars (suppression nette de 22 000 postes dans les branches marchandes non agricoles, contre +6 000 postes prévus). Cet écart est principalement le fait de l'emploi intérimaire, qui a reculé de 26 000 postes, effaçant la progression du trimestre précédent, alors que nous le prévoyions en légère hausse. Enfin, l'inflation d'ensemble à la fin du premier trimestre 2014 a été inférieure de 0,1 point à notre prévision (+0,6 % contre +0,7 % anticipé). L'inflation sous-jacente s'est établie à +0,4 %, contre +0,5 % attendu. Cet écart est notamment imputable aux prix des services d'hébergement et restauration, qui ont moins augmenté que prévu en mars. Au premier trimestre, le taux de chômage s'est stabilisé comme anticipé. Il se situe à 9,7 % en France métropolitaine.

Notre prévision de croissance pour le deuxième trimestre est inchangée

Notre prévision de croissance du PIB pour le deuxième trimestre 2014 est inchangée (+0,3 %). D'après les enquêtes de conjoncture et les données d'activité disponibles, la production manufacturière serait légèrement plus dynamique que prévu en mars (+0,4 % contre +0,3 % précédemment). Du côté de la demande intérieure, la prévision change peu. La consommation des ménages progresserait de 0,5 % (contre +0,6 % prévu en mars) et l'investissement reculerait de 0,1 % (contre -0,3 % prévu en mars). En revanche, contrairement à ce que nous prévoyions en mars, la baisse de l'investissement des ménages se modérerait dans notre scénario dès le deuxième trimestre (-1,5 % après -2,6 %). La contribution du commerce extérieur serait légèrement positive, alors que nous l'attendions nulle en mars. En effet les importations seraient moins dynamiques (+0,2 % contre +0,8 % précédemment) tandis que notre prévision d'exportations est inchangée (+0,8 %). L'emploi salarié serait stable au deuxième trimestre dans les branches marchandes non agricoles, contre une augmentation de 6 000 dans notre prévision de mars. Enfin, l'inflation à la fin du deuxième trimestre 2014 serait moins élevée que prévu en mars (+0,5 % contre +0,9 % anticipé) comme l'inflation sous-jacente (+0,2 % contre +0,6 %). ■

Production

Au premier trimestre 2014 la production de biens et services a de nouveau modérément augmenté (+0,2 %, comme au quatrième trimestre 2013) et le PIB s'est stabilisé (après +0,2 %). L'activité dans l'industrie manufacturière a rebondi (+1,0 % après 0,0 %). La production dans les services marchands a de nouveau progressé (+0,3 % après +0,3 %). Mais l'activité dans la construction s'est fortement repliée (-1,5 % après -0,3 %).

En mai, le climat des affaires est stable en France pour le neuvième mois consécutif et reste inférieur à son niveau de longue période. Dès lors, l'activité progresserait modérément au printemps puis au second semestre : la production totale de biens et de services progresserait de 0,4 % au deuxième trimestre puis de 0,3 % par trimestre au second semestre, ce qui porterait la croissance annuelle à +1,0 % en 2014, après +0,5 % en 2013.

La production de biens et services continuerait d'augmenter modérément d'ici la fin de l'année

Au premier trimestre 2014, la production de biens et services a continué sa lente progression (+0,2 %, comme au quatrième trimestre 2013). L'indicateur de climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, ne montre pas de signe d'amélioration : en mai, il oscille pour le neuvième mois consécutif entre 94 et 95 points et reste inférieur à sa moyenne de longue période. À des degrés divers, c'est également le cas de chaque

indicateur de climat sectoriel (cf. graphique 1). Ces enquêtes ne laissent pas augurer d'accélération à court terme : la production de biens et services poursuivrait sa progression sur un rythme modéré, de +0,4 % au deuxième trimestre puis de +0,3 % par trimestre (cf. graphique 2). En moyenne sur l'année, la production de biens et services accélérerait légèrement, augmentant de 1,0 % en 2014, après +0,5 % en 2013.

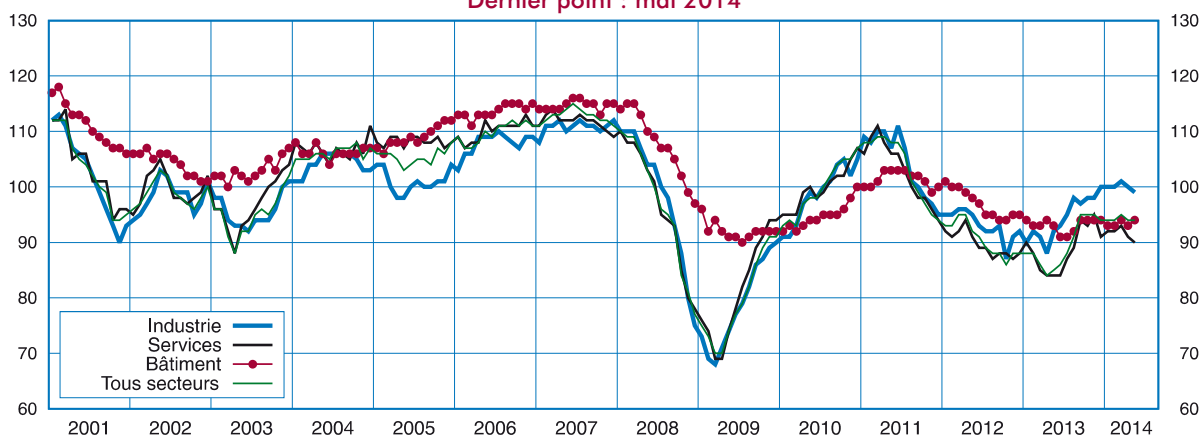
La production manufacturière ralentirait au second semestre

La production manufacturière s'est redressée au premier trimestre 2014 (+1,0 %), à la faveur d'une reprise de l'activité dans la branche cokéfaction-raffinage (+8,5 %) après deux trimestres de fort repli (-9,0 % au troisième trimestre puis -8,2 % au quatrième) en raison de l'arrêt temporaire des raffineries pour maintenance puis de conflits sociaux. L'activité a légèrement accéléré dans les industries agroalimentaires (+0,4 % après +0,2 %), dans la branche des matériels de transport (+0,3 % après +0,1 %) et dans « les autres branches industrielles » (+0,9 % après +0,8 %). À l'inverse, la production de biens d'équipement a fortement reculé (-1,6 % après +1,3 %). Au premier trimestre 2014, le rebond de la production se retrouve dans la forte contribution positive des stocks en produits manufacturés, alors que toutes les autres composantes de la demande ont contribué négativement.

Au deuxième trimestre 2014, le climat des affaires dans l'industrie demeure proche de sa moyenne de longue période : les industriels jugent le niveau

1 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment

Dernier point : mai 2014



Source : Insee

Conjoncture française

des carnets de commandes encore bas et leurs perspectives de production dégradées, mais ils considèrent que leur activité passée a progressé (cf. graphique 3). Ainsi, le redémarrage modéré de la demande intérieure et extérieure en produits manufacturés ne permettrait qu'une légère progression de la production des branches manufacturières (+0,4 %). Au second semestre, la dégradation des anticipations d'activité exprimée par les industriels laisse augurer un nouveau ralentissement de la production manufacturière (+0,1 % par trimestre). Cette atonie serait cohérente avec celle de la demande en produits manufacturés. Sur l'ensemble de l'année 2014, la production manufacturière progresserait de 1,2 %, après -0,6 % en 2013.

Dans la construction, le recul de l'activité s'atténuerait

Au premier trimestre 2014, l'activité dans la construction a continué de se dégrader : -1,5 %, après -0,3 % au quatrième trimestre 2013. Ce recul est sensible tant dans le bâtiment que dans les travaux publics.

En début d'année, les mises en chantier de logements neufs ont continué de baisser mais le nombre de permis de construire semble avoir cessé de reculer. En mai, les entrepreneurs du bâtiment font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes encore jugés inférieurs à la normale (cf. graphique 4). Dans les travaux publics, l'opinion des entrepreneurs sur l'activité prévue se détériore également de nouveau en avril. Ces différents indicateurs laissent prévoir le prolongement du repli de la production dans la

construction aux deuxième (-0,7 %) et troisième trimestres (-0,6 %), avant qu'elle ne se stabilise au quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2014, la production dans la construction baisserait de 2,6 %, après un recul de 1,2 % en 2013.

L'activité commerciale rebondirait au printemps puis progresserait modérément

L'activité commerciale a ralenti au premier trimestre 2014 (+0,1 % après +0,9 % au dernier trimestre 2013), en lien notamment avec le repli de la consommation des ménages (-0,5 % après +0,2 %).

Selon les chefs d'entreprise interrogés en mai, l'activité passée est restée globalement peu dynamique. Dans le commerce de gros comme de détail, le climat des affaires reste stable, légèrement en dessous de son niveau moyen. Cependant, les perspectives d'activité dans le commerce de gros s'améliorent légèrement. De même, selon les commerçants automobiles, leur activité progresserait au cours des prochains mois, comme l'indique la bonne tenue des intentions de commandes, le solde revenant au niveau de fin 2010.

Ces progressions, en lien avec le rattrapage de la consommation des ménages en produits manufacturés au deuxième trimestre (+0,6 % après -0,7 %), laissent augurer un rebond de l'activité commerciale qui augmenterait de 0,5 % au deuxième trimestre. Au second semestre, elle croîtrait plus modérément (+0,2 % par trimestre) pour atteindre une hausse de +1,7 % sur l'année.

Production par branche au prix de l'année précédente chaînés

données CVS-CJO, en %

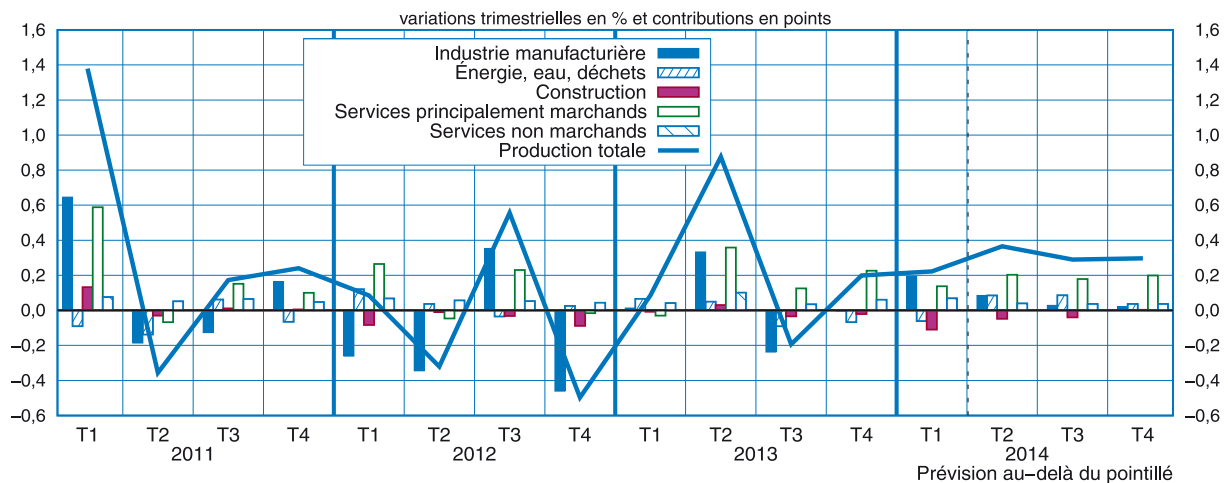
	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2012				2013				2014				2012	2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Agriculture (2 %)	-0,9	-0,6	-0,6	0,0	0,1	0,2	0,5	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	-1,7	0,1	0,2
Branches manufacturières (20 %)	-1,3	-1,7	1,7	-2,3	0,1	1,7	-1,2	-0,0	1,0	0,4	0,1	0,1	-2,1	-0,6	1,2
Énergie, eau, déchets (4 %)	3,1	0,9	-0,8	0,6	1,6	1,2	-2,2	-1,6	-1,4	2,1	2,1	0,9	2,1	1,2	-0,7
Construction (8 %)	-1,1	-0,1	-0,4	-1,2	-0,1	0,4	-0,5	-0,3	-1,5	-0,7	-0,6	0,0	-1,7	-1,2	-2,6
Commerce (10 %)	0,1	-0,4	0,4	-0,6	0,0	0,7	0,2	0,9	0,1	0,5	0,2	0,2	0,1	0,6	1,7
Services marchands hors commerce (41 %)	0,6	-0,0	0,5	0,1	-0,1	0,7	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	1,1	1,0	1,4
Services non marchands (15 %)	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,2	0,4	0,5	0,3	0,2	0,2	1,6	1,5	1,4
Total (100 %)	0,1	-0,3	0,6	-0,5	0,1	0,9	-0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,5	1,0

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2010.

Source : Insee

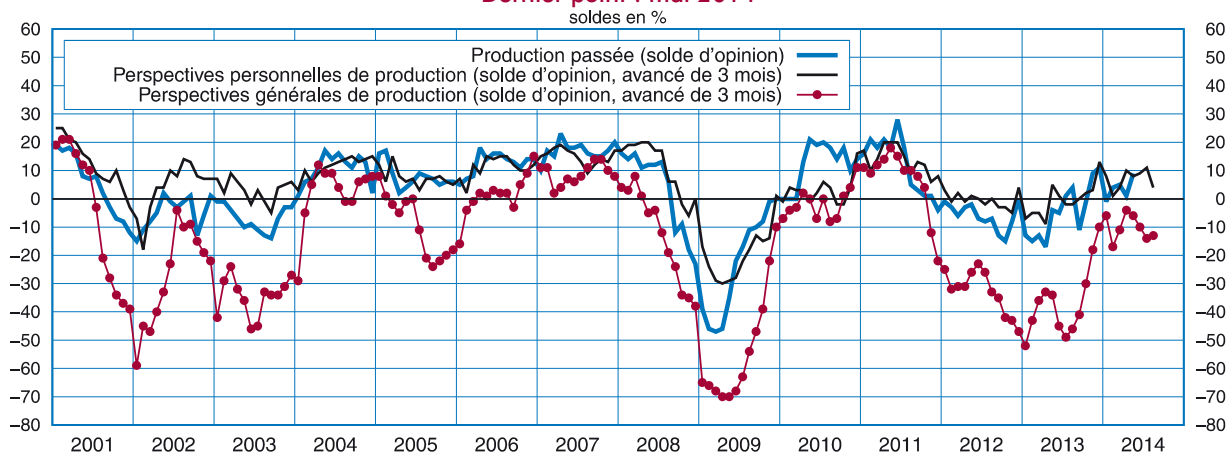
2 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière

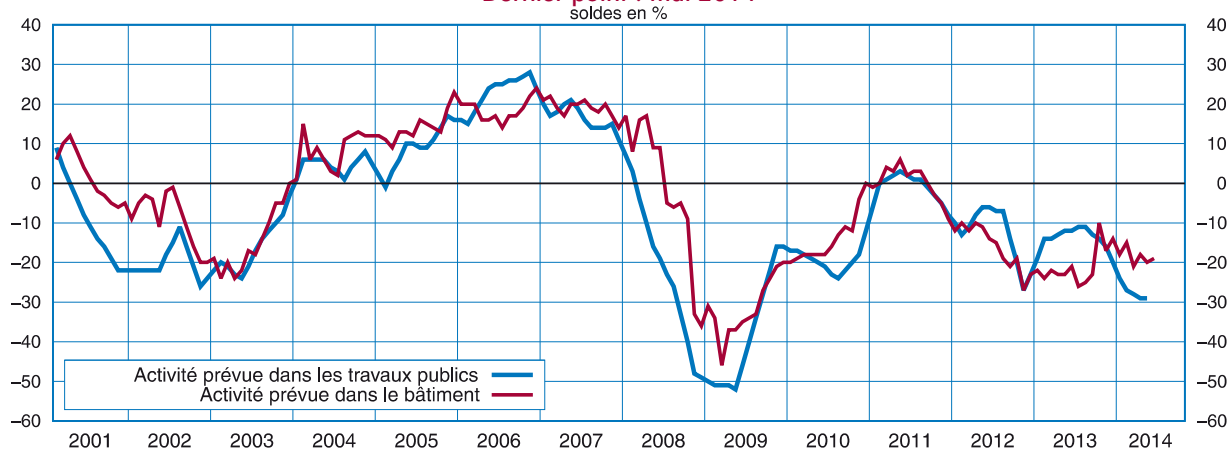
Dernier point : mai 2014



Source : Insee

4 - Activité prévue dans la construction

Dernier point : mai 2014



Source : Insee

Les services marchands hors commerce croîtraient modérément d'ici fin 2014

Au premier trimestre 2014, l'activité des services marchands hors commerce a progressé (+0,3 %). L'activité a rebondi dans l'hébergement-restauration (+0,5 % après -0,4 %) et dans les services de transports (+0,2 % après -0,3 %). Elle est restée dynamique dans l'information-communication (+0,8 % après +0,7 %), ainsi que dans les activités financières (+0,5 %) et immobilières (+0,3 %). En revanche, la production a stagné dans les services aux entreprises (après +0,5 %).

L'activité des services marchands hors commerce continuerait de progresser à un rythme modéré d'ici fin 2014 (+0,4 % par trimestre), bien en deçà de sa moyenne de longue période (+0,7 % par trimestre entre 1988 et 2013). Selon les chefs d'entreprise interrogés, le climat conjoncturel dans les services reste en effet morose ces derniers mois : l'amélioration débutée au second semestre 2013 s'est enrayée début 2014 et l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 90 en mai, bien en deçà de sa moyenne de long terme (100).

Sur l'ensemble de l'année 2014, la production de services marchands hors commerce croîtrait de 1,4 %, après +1,0 % en 2013.

Dans les services principalement non marchands, l'activité ralentirait progressivement

Dans les services principalement non marchands, l'activité a légèrement accéléré au premier trimestre 2014 (+0,5 %, après +0,4 % au quatrième trimestre 2013). L'activité ralentirait progressivement sur le reste de l'année (+0,3 % au deuxième trimestre, puis +0,2 % par trimestre au second semestre).

Au total, la production de cette branche augmenterait de 1,4 % en 2014, après +1,5 % en 2013.

La production d'énergie rebondirait au printemps

La production d'énergie-eau-déchets a reculé au premier trimestre (-1,4 %), pour le troisième trimestre consécutif, en raison d'un hiver particulièrement doux. Elle rebondirait au printemps (+2,1 %) et resterait dynamique au troisième trimestre (+2,1 %), notamment sous l'hypothèse d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. En moyenne sur l'année, la production d'énergie reculerait de 0,7 % en 2014, après +1,2 % en 2013. ■

Environnement international de la France

Au premier trimestre 2014, l'activité a ralenti dans les économies avancées (+0,3 % après +0,5 %), plus fortement que prévu dans la Note de conjoncture de mars 2014 (+0,5 %), et le commerce mondial s'est contracté, notamment en Asie. L'activité s'est notamment repliée aux États-Unis sous l'effet des intempéries et du fait de la faiblesse inattendue de l'investissement. Cependant, les enquêtes de conjoncture, qui se sont nettement redressées à l'été 2013, demeurent à un niveau élevé en mai 2014. L'activité retrouverait donc de l'élan d'ici la fin de l'année, avec une croissance de 0,4 % au deuxième trimestre puis de 0,5 % par trimestre au second semestre.

Dans les économies émergentes, l'activité a de nouveau tourné au ralenti au premier trimestre, notamment en Chine et en Russie. Malgré l'accalmie sur les marchés financiers, le climat des affaires se situe encore à un niveau bas en mai : les resserrements monétaires passés continueraient de peser sur l'activité.

La BCE face au risque de déflation

Les banques centrales des économies avancées ont des marges de manœuvre réduites, leurs taux directeurs se situant au plus bas. Depuis trois ans, elles ont mobilisé des instruments non conventionnels pour assouplir davantage leur

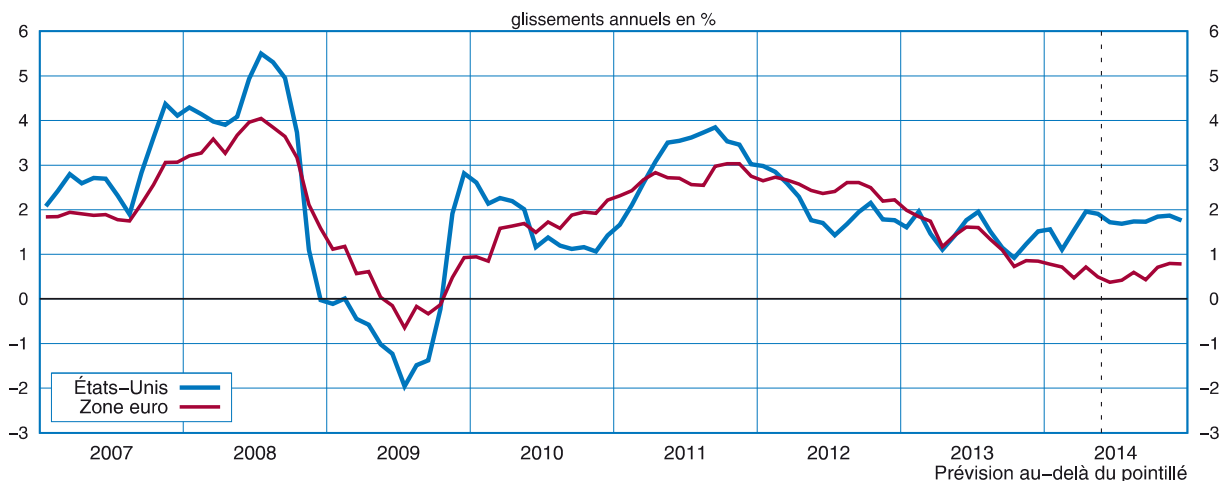
politique monétaire. Néanmoins, la Fed a ralenti ses achats de titres et continuerait de les réduire à hauteur de 10 Mds \$ par mois jusqu'à la fin d'année. En outre, la rapidité de la baisse du chômage a rapproché l'horizon du durcissement de la politique monétaire de la Fed et de la Banque d'Angleterre, même si les autorités monétaires américaines ont tenu à réaffirmer que les taux d'intérêt resteraient à leur niveau actuel au moins jusqu'au début de l'année prochaine.

À l'inverse, dans la zone euro, le chômage reste à un niveau élevé et l'inflation a baissé à +0,5 % en mai, contre +1,9 % aux États-Unis. Le différentiel resterait supérieur à un point d'ici la fin de l'année (cf. graphique 1). Face au risque de déflation et pour soutenir l'activité, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé une nouvelle fois son taux directeur début juin et annoncé de nouvelles mesures non conventionnelles. En revanche, la taille de son bilan diminue nettement, les banques ayant déjà remboursé la moitié des prêts accordés dans le cadre des opérations de refinancement exceptionnelles menées fin 2011 et début 2012.

La consolidation budgétaire ralentirait de part et d'autre de l'Atlantique

Aux États-Unis, l'orientation de la politique budgétaire a été nettement restrictive en 2013 : les impôts ont fortement augmenté et les dépenses

1 - L'inflation est très basse dans la zone euro



Sources : Bureau of Labor Statistics, Eurostat

publiques se sont rapidement contractées. Le déficit public est ainsi passé de 9,3 % du PIB en 2012 à 6,4 % du PIB en 2013. Cependant, à la suite du vote du budget 2014 par le Congrès en janvier, le rythme de la consolidation budgétaire ralentirait nettement. Dans la zone euro, l'orientation des politiques budgétaires serait dans l'ensemble moins contrainte en 2014 qu'en 2013. En revanche, au Japon, la politique budgétaire prendrait un tour nettement restrictif : la TVA a augmenté de 3 points au 1^{er} avril et le soutien des plans de relance par l'investissement public s'affaiblirait.

Les économies émergentes tourneraient encore au ralenti...

Le climat des affaires s'est nettement détérioré depuis début 2013 dans les économies émergentes (cf. graphique 2). L'activité n'a progressé que modestement au premier semestre 2013. Au second semestre, l'activité a globalement accéléré, en particulier dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale et en Chine, et les importations des pays émergents ont retrouvé de la vigueur. Néanmoins, depuis début 2014, sous l'effet de la nouvelle dépréciation des changes et des resserrements monétaires, le climat des affaires se tasse à nouveau et se situe à un niveau bas en mai, comparé au niveau moyen des années 2000. L'activité, qui a progressé de 1,1 % au premier trimestre (contre +1,7 % en moyenne par trimestre de 1999 à 2011), continuerait de tourner au ralenti.

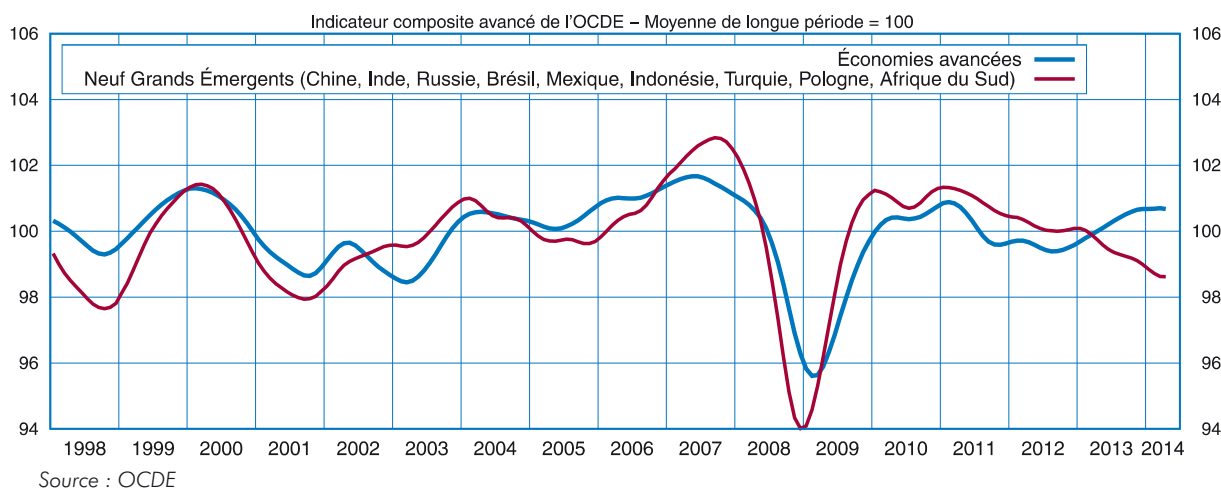
... sans exception

Aucun pays émergent ne semble échapper à cette atonie. Certes, le PIB accélérerait en Chine, après avoir pâti plus fortement qu'à l'accoutumée des festivités du Nouvel An. Mais le climat des affaires reste dégradé et tout indique que le secteur de la construction, qui soutenait jusqu'à présent l'activité, décroche. En Amérique du Sud et en Asie émergente, les resserrements monétaires couplés à la dépréciation forte des monnaies pèseraient sur les débiteurs, largement endettés en dollars, et l'activité resterait atone. En Russie, la crise ukrainienne a provoqué des sorties de capitaux massives et un décrochage marqué de l'investissement. Par contagion, le climat des affaires des pays d'Europe de l'Est, qui s'améliorait vigoureusement depuis un an, s'est nettement affaïssé depuis février.

Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées

Au premier trimestre 2014, la croissance a été plus faible que prévu dans les économies avancées (+0,3 % après +0,5 %), en particulier aux États-Unis. La demande intérieure n'a pas faibli, mais les exportations se sont contractées, en lien avec le repli de la demande des pays émergents : la contribution du commerce extérieur a ainsi été négative dans la quasi-totalité des grandes économies avancées. Hormis au Japon où il subit le contrecoup de la hausse de TVA, le climat conjoncturel reste à un niveau élevé en mai 2014,

2 - Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées



dans l'industrie manufacturière (cf. graphique 3) comme dans les services. Au total, l'activité dans les économies avancées serait relativement dynamique jusqu'à fin 2014 (+0,4 % au deuxième trimestre puis +0,5 % par trimestre au second semestre). Sur l'ensemble de l'année, la croissance s'établirait à +1,8 % en 2014, après +1,3 % en 2013 et +1,4 % en 2012.

L'Europe redémarre

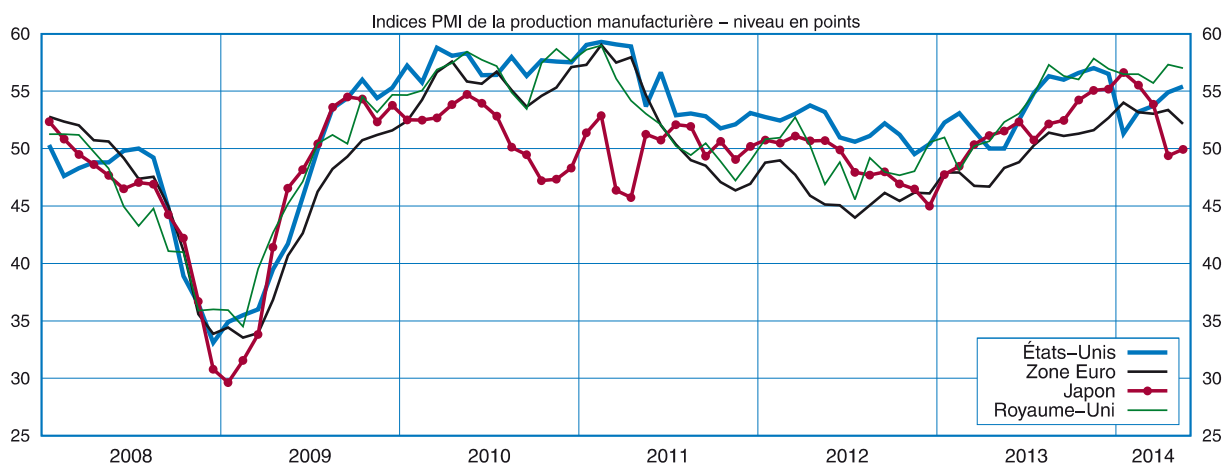
Aux États-Unis et au Royaume-Uni, la demande intérieure continuerait de progresser, notamment du fait de la consommation privée, stimulée par la baisse du chômage et les effets de richesse. Cependant, l'activité n'accélérerait pas au second semestre, du fait du ralentissement des marchés immobiliers. À l'inverse, l'activité retrouverait un peu d'élan dans la zone euro, en particulier en Espagne, grâce à la progression de l'investissement en biens d'équipement et à l'accélération de la consommation des ménages, portée par l'amélioration du pouvoir d'achat. En revanche, la construction bride encore l'activité au sud de l'Europe. Au total, la progression de l'activité serait soutenue en 2014 en Allemagne, au Royaume-Uni, et, dans une moindre mesure, en

Espagne. En Italie et en France, la reprise serait plus modeste.

Rebond de la demande mondiale adressée à la France

Au premier trimestre 2014, le commerce mondial s'est nettement contracté, pour la première fois depuis 2009, de façon inattendue (-0,8 % après +1,5 % cf. tableau), sous l'effet du coup de froid des économies chinoise et américaine. Pour l'ensemble de l'économie mondiale, la composante des nouvelles commandes à l'exportation des enquêtes PMI signale une progression en mai. De même, les premières données douanières asiatiques laissent attendre un léger rebond des échanges au deuxième trimestre, porté par la demande en provenance des économies émergentes (cf. éclairage). Au total, le commerce mondial progresserait, par contrecoup, au deuxième trimestre (+1,3 %), puis un peu plus modérément d'ici la fin de l'année (+1,2 % par trimestre). L'accélération des importations des pays avancés, en particulier européens, soutiendrait la demande mondiale adressée à la France, qui progresserait quasiment au même rythme que le commerce mondial. ■

3 - Le climat des affaires reste bien orienté dans la plupart des économies avancées



Synthèse du scénario international

	Variations trimestrielles en %									
	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
PIB des économies avancées	0,3	0,6	0,6	0,5	0,3	0,4	0,5	0,5	1,3	1,8
Commerce mondial	0,8	0,5	1,2	1,5	-0,8	1,3	1,2	1,2	2,7	2,9
Importations des économies avancées	-0,4	0,7	0,9	0,4	0,0	1,0	0,9	0,9	-0,4	2,4
Importations des économies émergentes	1,3	0,4	2,0	2,1	-0,1	1,6	1,5	1,5	6,2	4,9

Prévision

Note de lecture : Les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.

Sources : Instituts statistiques nationaux, Centraal PlanBureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

Les échanges asiatiques fournissent des premières indications fiables de l'ensemble du commerce mondial

Prévoir le commerce mondial est important pour le diagnostic conjoncturel

La prévision d'exportation de la *Note de conjoncture* est un élément important pour le diagnostic conjoncturel. La méthode usuelle pour la calculer repose sur la prévision des importations des principaux pays partenaires de la France. Toutefois, dans la mesure où les importations de chaque pays dépendent de ses exportations, donc des importations des autres, il y a besoin d'un ancrage exogène en début d'exercice, c'est-à-dire d'une prévision directe du commerce mondial¹. Cet éclairage analyse les diverses manières de construire cet ancrage.

Les différents indicateurs utilisables pour construire cet ancrage

Le CPB fournit tous les mois des données de commerce mondial de biens². Elles sont mensuelles, remontant jusqu'à janvier 1991 et sont disponibles deux mois après la fin du mois considéré : par exemple, les données d'avril sont disponibles fin juin. Au cours du processus de prévision, aucune donnée mensuelle du premier trimestre de prévision n'est disponible. L'exercice de prévision requiert, pour débiter, une prévision de commerce mondial. Il existe alors trois grands types d'indicateurs permettant de bâtir un ancrage exogène : les indicateurs avancés issus d'enquêtes ; les indicateurs coïncidents construits à partir de variables qui réagissent au commerce mondial ; enfin des premières données de commerce extérieur. Seront étudiées ici respectivement pour chacune de ces catégories : les enquêtes PMI et Ifo ; le *Brent*, le prix des matières premières, les indices de transport maritime (indice RWI/ISL et indice *Baltic Dry*) ; les données douanières asiatiques.

Les indicateurs peuvent avoir un pouvoir prédictif différent selon le moment où on se situe dans le trimestre. Ici, dans le cadre du début de l'exercice de la *Note de conjoncture*, on se positionne au début du deuxième mois du trimestre. Des données de commerce mondial du deuxième mois du trimestre précédent sont alors disponibles. Les données de matières premières sont accessibles en temps réel. L'enquête PMI, l'indice RWI/ISL et le *Baltic Dry* sont à disposition sur le premier mois du trimestre courant. L'enquête Ifo du trimestre précédent portant sur le trimestre suivant est également disponible. Enfin, les données de commerce asiatique existent pour le premier mois du trimestre courant ou le dernier mois du trimestre précédent.

Plusieurs indicateurs avancés sont susceptibles de traduire les évolutions du commerce mondial

a) Le prix des matières premières

Le cours des matières premières pourrait constituer un bon indicateur du commerce mondial car il est disponible en temps réel et il est susceptible d'augmenter avec les importations mondiales. En effet, la plupart des matières premières sont utilisées en tant que consommation intermédiaire et réagissent donc, au même titre que les importations, aux fluctuations de la demande. Cependant, en dehors de la phase économique exceptionnelle de la Grande Récession, les mouvements divergent entre le commerce et les cours des matières premières hors énergie. Il y a divergence également entre le commerce mondial et les exportations de « terres rares » de la Chine ou les échanges mondiaux de silicium, deux éléments qui entrent dans la composition de nombreux produits manufacturés.

À l'instar de ces cours des matières premières, le prix du baril de pétrole (*Brent*) est disponible en temps réel et sur longue période. Le pétrole représente en outre une part importante, bien qu'en baisse, des consommations intermédiaires. Depuis les années 2000 le commerce mondial et le prix du pétrole semblent ainsi bien corrélés, même si cette corrélation n'est pas parfaite (cf. [graphique 1](#)).

b) Les indicateurs de transport maritime

Une large partie du commerce international s'effectuant par mer (80 % du commerce en volume, cf. *Review of maritime transport*, 2013, CNUCED), des indicateurs reflétant le trafic maritime sont susceptibles d'aider à la prévision des évolutions du commerce mondial.

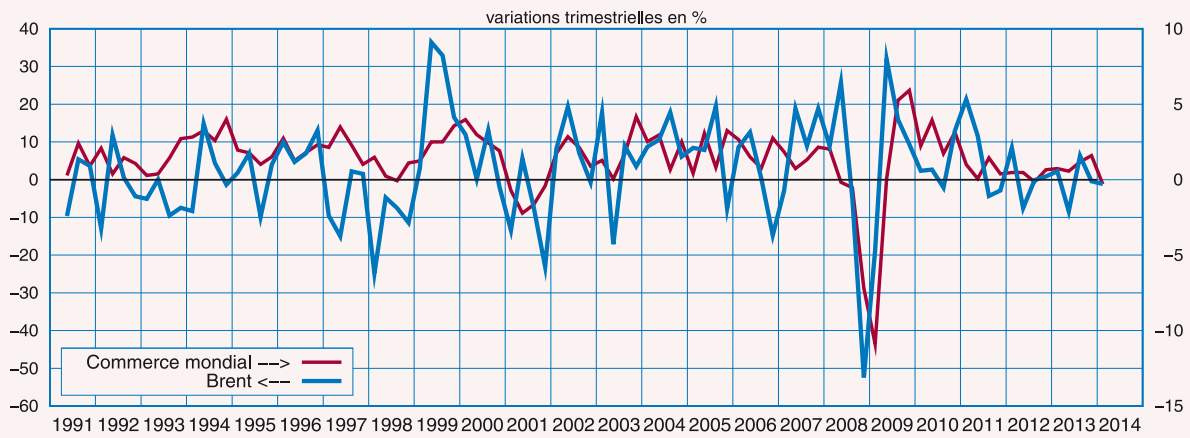
L'indice RWI/ISL (fourni par les instituts allemands RWI et *Institut of Shipping Economics and Logistics*) se base sur les données concernant 73 ports de conteneurs, couvrant 60 % du trafic mondial de conteneurs (cf. [graphique 2](#)). Cependant si la disponibilité de ces données est plus précoce que celle des données de commerce mondial du CPB (1 mois de retard), les données n'existent que depuis 2007.

Un autre indicateur susceptible de traduire les évolutions du commerce mondial est l'indice *Baltic Dry Index* (cf. [graphique 3](#)), un indicateur des variations de coûts spot de transport par mer des matières premières sèches en vrac (hors pétrole) pratiqué sur les 24 principales routes maritimes mondiales. Résultant de la confrontation de l'offre et de la demande de navires transportant ces matières premières, il peut être interprété comme un indicateur de l'activité économique mondiale et, partant, du commerce mondial. En effet, l'offre de cargo étant inélastique à court terme, cet indice apporterait de l'information sur la demande de matières premières et donc reflèterait les anticipations sur la production et le commerce mondial. Il est disponible mensuellement, un mois avant la série de commerce mondial mais avec une volatilité plus importante et une corrélation en définitive assez faible avec le commerce mondial.

(1) cf. éclairage de la *Note de conjoncture* de mars 2009 : « Mieux appréhender l'évolution des échanges extérieurs par pays à l'aide d'une prévision du commerce mondial ».

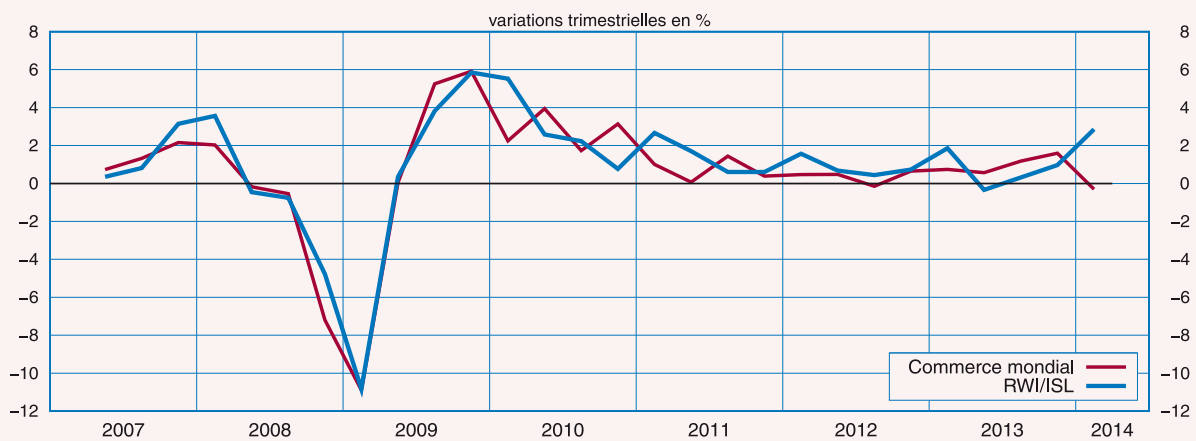
(2) Le *Centraal Planbureau* (CPB) est un organisme indépendant relevant du ministère des affaires économiques aux Pays-Bas. C'est le seul institut à produire des données complètes à un rythme mensuel sur le commerce mondial.

1 - Prix du baril de Brent et commerce mondial



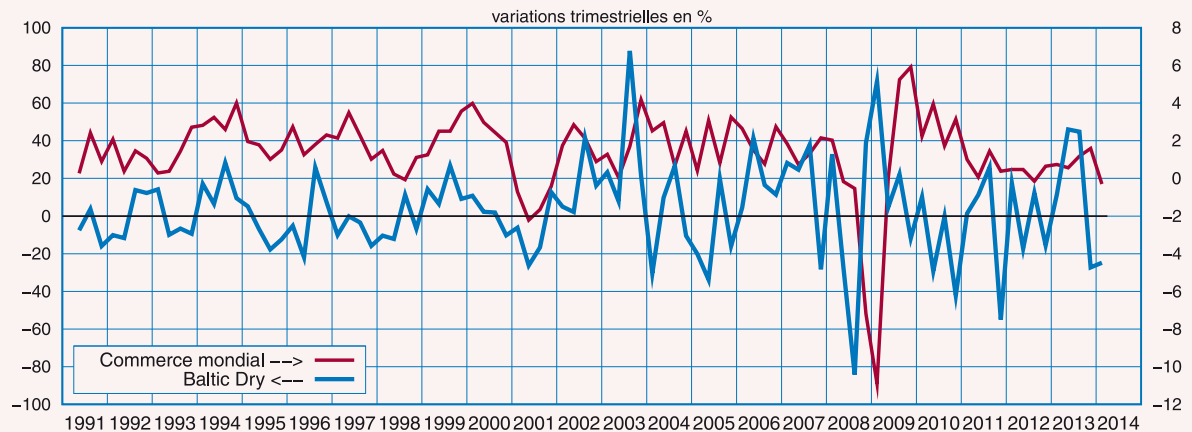
Sources : DataInsight, CPB

2 - L'indice RWI/ISL



Sources : RWI/ISL, CPB

3 - L'indice Baltic Dry



Sources : DataInsight, CPB

c) L'indice PMI de commandes à l'exportation

Un indice plus direct concernant le commerce mondial est l'indice PMI des « nouvelles commandes à l'exportation », fourni par l'Institut Markit : pour chaque pays, ces nouvelles commandes se traduisent, à plus ou moins brève échéance, par des exportations et leur agrégation au niveau mondial peut donc être un indicateur avancé du commerce mondial ; en pratique, il se révèle être plutôt un indicateur coïncident (cf. graphique 4). Le seuil de 50 correspond peu ou prou à une croissance nulle du commerce mondial : au-dessus, il laisse attendre une expansion des échanges mondiaux, en dessous une contraction. Il a l'avantage d'être disponible rapidement³.

d) Les données douanières asiatiques

Les données douanières des pays asiatiques peuvent également être utilisées (cf. graphique 5). Les données douanières en valeur de la Corée du Sud, de Taïwan, de Singapour et du Japon présentent en effet l'intérêt majeur d'être les premières mesures disponibles mesurant directement des échanges. Or, ces pays occupent une place de plus en plus grande dans les échanges mondiaux, leur poids est ainsi passé de 23 % à 32 % dans le commerce total du monde entre 2003 et 2012⁴. De plus, l'Asie joue un rôle moteur dans l'évolution du commerce mondial via son effet

d'impulsion sur le reste du monde. Bien qu'éloignée géographiquement, l'Europe est ainsi concernée par l'intermédiaire d'effets d'entraînements indirects en partie liés à l'ouverture de l'Allemagne sur l'Asie⁵.

e) L'enquête Ifo

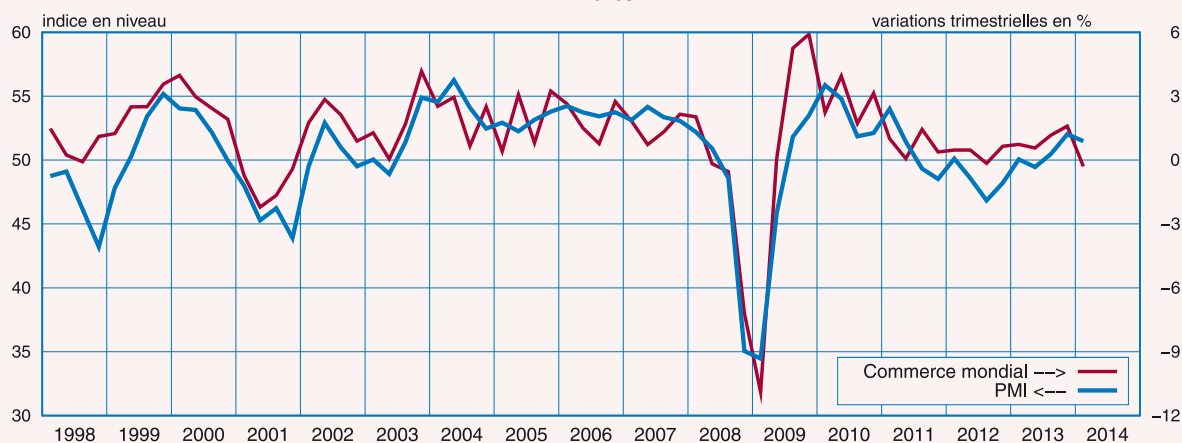
L'enquête sur le climat des affaires anticipé à 6 mois de l'institut de conjoncture allemand Ifo est réalisée auprès d'un panel de conjoncturistes. Ces données peuvent être considérées comme consensuelles : ce ne sont ni des "hard data" (données objectives), ni des enquêtes sur la situation ou les projets des acteurs réels de l'économie. L'enquête synthétise implicitement l'ensemble des prévisions et par là-même est supposée synthétiser l'information disponible. Ainsi elle apparaît bien corrélée au glissement annuel du commerce mondial. En outre, cette enquête permet de porter l'horizon de prévision à deux trimestres et peut donc permettre de prévoir le trimestre suivant.

(3) cf. éclairage de la Note de conjoncture de décembre 2010 : « Les enquêtes de conjoncture de l'Insee et les indicateurs PMI : des outils avancés pour suivre la conjoncture économique ».

(4) source : OMC

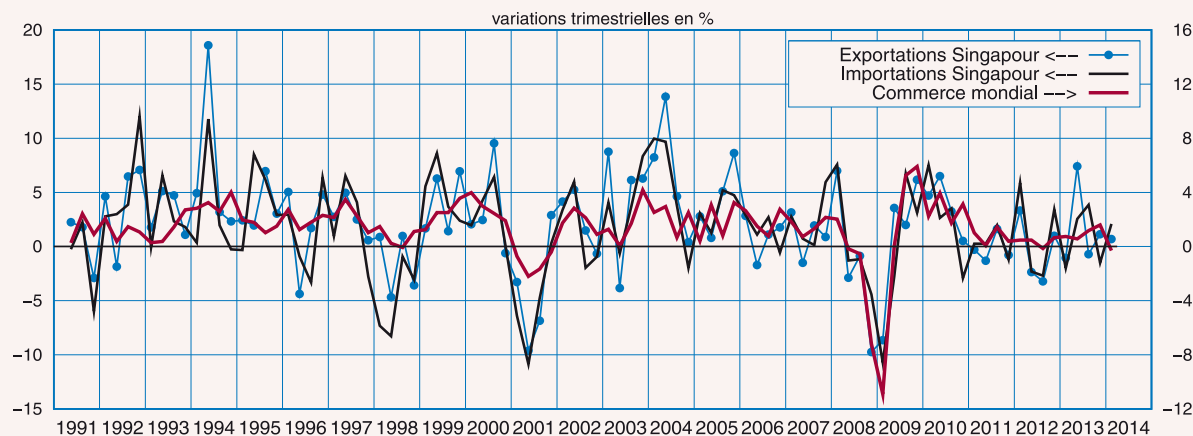
(5) cf. Lalanne G. et Mauro L., « L'Asie émergente peut-elle tirer la reprise mondiale ? », Note de conjoncture de mars 2010

4 - L'indice PMI



Sources : DataInsight, Markit, CPB

5 - Données douanières asiatiques



Sources : DataInsight, CPB

Quel modèle pour prévoir le commerce mondial ?

Au regard de cette première analyse, trois principaux indicateurs sont retenus : le PMI monde des commandes à l'exportation, les données douanières asiatiques, et l'indice Ifo sur le climat anticipé des affaires. En effet, les autres ont un recul temporel trop faible pour être utilisés (indice RWI/ISL), ou sont peu prédictifs (*Brent et Baltic Dry Index*⁷) ou bien encore sont décorrélés des évolutions du commerce mondial (cours des matières premières, hors pétrole).

En ce qui concerne la prévision du premier trimestre courant, deux types de modèles peuvent être étudiés : l'utilisation séparée des deux sortes de données (enquêtes et données douanières par exemple) qui ont le mérite d'être indépendantes ou alors l'utilisation conjointe de ces données.

Afin de sélectionner les meilleurs modèles, une procédure de sélection automatique des variables⁸ a été utilisée ici.

Le premier modèle retenu est issu de la sélection sur le PMI monde des commandes à l'exportation (incluant le premier mois de PMI du trimestre à prévoir, l'acquis de croissance trimestriel du PMI, le dernier mois du trimestre précédent, les niveaux trimestriels passés). Il est comparé à un deuxième modèle dont les variables proviennent de la sélection faite sur les données douanières asiatiques (cf. *tableau 1*). Enfin

l'indicateur Ifo permet de construire un troisième modèle qui sans être totalement satisfaisant, donne une indication sur le mouvement du deuxième trimestre de prévision.

Les deux premiers modèles satisfont aux différents tests usuels (d'autocorrélation, d'homoscédasticité, de normalité des résidus et de stabilité de la relation). Mais le deuxième modèle avec données douanières asiatiques provenant de plusieurs pays est plus précis que celui utilisant le PMI monde (cf. *tableau 2*).

Les données douanières asiatiques constituent donc les données avancées les plus pertinentes pour prévoir le commerce mondial du trimestre courant.

Pour le premier trimestre 2014, en début d'exercice de prévision, le modèle utilisant les données PMI suggérait une hausse légèrement inférieure à 2 %. Le modèle sur les données douanières asiatiques anticipait une hausse de l'ordre de 1 %. Finalement le commerce a reculé de 0,8 %. Pour le deuxième trimestre 2014, les prévisions des deux modèles sont similaires (+1,6 %), légèrement au-dessus de la prévision finalement retenue : au regard des données douanières diffusées depuis lors, nous anticipons en effet une hausse de +1,3 % du commerce mondial. ■

(7) cf. éclairage de la Note de conjoncture de juin 2009 : « Le Baltic Dry Index n'est pas un indicateur fiable du commerce mondial ».

(8) Cette méthode « Gets » est implémentée dans le package Grocer du logiciel Scilab, <http://dubois.ensae.net/grocer.html>

1 - Modèle de prévision du commerce mondial avec les données douanières asiatiques

Variable	Coeff	t-stat	p-value
cte	-0,055	4,4	0,0 %
ske_1	0,079	2,3	2,3 %
sge_0	0,293	4,3	0,0 %
twe_0	0,087	1,8	7,6 %
lagts (twe_Q)	0,054	2,1	4,4 %
lagts (2,World_trade)	-0,490	3,1	0,4 %
lagts (3,World_trade)	-0,490	-2,4	2,2 %

ske_1 : acquis au premier mois du trimestre des exportations de Corée du sud

sge_0 : acquis à la fin du trimestre précédent des exportations de Singapour

twe_0 : acquis à la fin du trimestre précédent des exportations de Taiwan

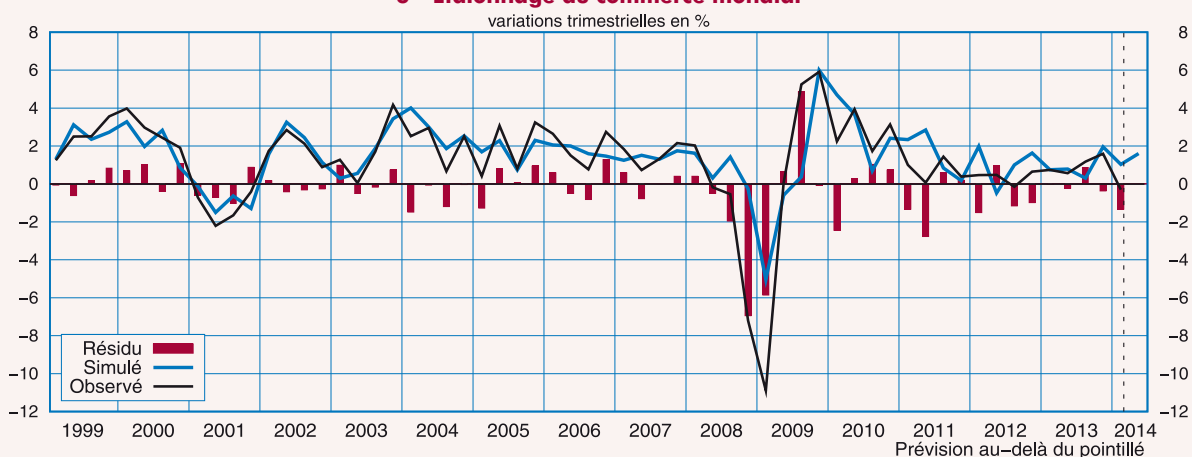
lagts (i,X) : retard (i) de la variable X

world_trade : commerce mondial

2 - Comparaison de la précision statistique entre les différents modèles

	PMI	Données douanières asiatiques
R ² -ajusté	0,52	0,69
DW	1,6	2,2
SER	1,0 %	0,8 %
$\sum e(i)^2$	0,33 %	0,19 %
Prévision du T1 2014	+2,0 %	+1,0 %
Prévision du T2 2014	+1,6 %	+1,6 %

6 - Étalonnage du commerce mondial



Sources : CPB, DataInsight, calculs Insee

Échanges extérieurs

Au premier trimestre 2014, le commerce mondial a reculé de 0,8 % et la demande mondiale adressée à la France a progressé faiblement : les importations des pays partenaires de la France ont été faibles, notamment la demande extra-européenne s'est repliée. Les exportations de la France ont par conséquent fortement ralenti (+0,3 % après +1,6 %). Au deuxième trimestre, la demande extérieure adressée à la France progresserait de nouveau. En conséquence, les exportations accéléreraient (+0,8 %), pour conserver ensuite un rythme un peu moins dynamique au second semestre (+0,5 % par trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2014, elles augmenteraient de 3,0 %, après +2,4 % en 2013.

Après avoir accéléré au premier trimestre 2014 (+1,0 % après +0,5 %), les importations ralentiraient au deuxième trimestre (+0,2 %), puis progresseraient à un rythme peu élevé au second semestre (+0,7 % puis +0,5 %) en lien avec les composantes de la demande. Sur l'ensemble de l'année, les importations progresseraient de 3,0 %, après +1,9 % en 2013.

Au total, après avoir pesé au premier trimestre 2014 (-0,2 point), les échanges extérieurs contribueraient positivement au deuxième trimestre (+0,1 point) puis seraient neutres sur la croissance jusqu'à la fin de l'année. En moyenne, en 2014, la contribution du commerce extérieur serait nulle, après +0,1 point en 2013.

En 2014, les exportations accéléreraient légèrement (+3,0 % après +2,4 %)

Au premier trimestre 2014, les exportations françaises de biens et services ont ralenti (+0,3 % après +1,6 %, cf. tableau). La demande adressée à la France a faiblement progressé, la baisse de la demande extra-européenne a compensé la hausse des exportations à destination de nos partenaires européens.

Les exportations de biens manufacturés ont ainsi progressé de seulement 0,4 %, après +1,8 %. Notamment, les ventes d'« autres produits industriels » ont nettement ralenti (+0,5 % après +1,8 %), du fait des mauvaises performances du textile-habillement et de l'industrie pharmaceutique. Les ventes de matériels de transport se sont contractées (-1,0 % après +3,9 %) : les livraisons d'automobiles ont augmenté tandis que les exportations dans l'aéronautique ont reculé ponctuellement. À l'inverse, les ventes des autres produits manufacturés (produits agroalimentaires, produits pétroliers raffinés et biens d'équipement) ont accéléré.

Par ailleurs, les ventes de produits agricoles ont reculé (-2,8 %) du fait de la baisse des livraisons de blé à destination de l'Afrique, de même que celles d'énergie (-2,6 %) avec la nette diminution des ventes de déchets industriels. De leur côté, les exportations de services ont également ralenti (+0,3 % après +0,9 %).

Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles								Variations annuelles	
	2013				2014				2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Exportations										
Ensemble des biens et services	0,3	2,7	-0,4	1,6	0,3	0,8	0,5	0,5	2,4	3,0
Produits manufacturés (75 %*)	0,2	3,1	-1,9	1,8	0,4	0,8	0,4	0,5	1,5	2,5
Importations										
Ensemble des biens et services	0,5	1,7	1,2	0,5	1,0	0,2	0,7	0,5	1,9	3,0
Produits manufacturés (77 %*)	0,4	1,7	1,4	1,3	0,9	0,0	0,6	0,6	1,3	3,5
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,1	0,2	-0,5	0,3	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0

Prévision

*Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2013

Source : Insee

D'ici fin 2014, les exportations se redresseraient, progressant de 0,8 % au deuxième trimestre puis de 0,5 % par trimestre au second semestre. Elles seraient soutenues par la reprise du commerce mondial : en hausse de 1,3 % au deuxième trimestre puis de 1,2 % par trimestre, (cf. éclairage de la fiche « Environnement international »). La demande adressée à la France serait en ligne avec le commerce mondial (cf. graphique 1). Elle accélérerait vivement au deuxième trimestre (+1,2 % après 0,4 %) du fait du rebond des importations des pays émergents et de la plus forte progression de celles des pays avancés (cf. graphique 2). Elle ralentirait ensuite légèrement, malgré les demandes soutenues des partenaires de la zone euro, notamment de l'Allemagne. En effet, après une hausse depuis plusieurs trimestres, le taux de change se stabiliserait, mais son appréciation récente pénaliserait encore les exportations (cf. graphique 3).

Les exportations de produits manufacturés augmenteraient de 0,8 % au deuxième trimestre. Elles progresseraient ensuite plus modérément au

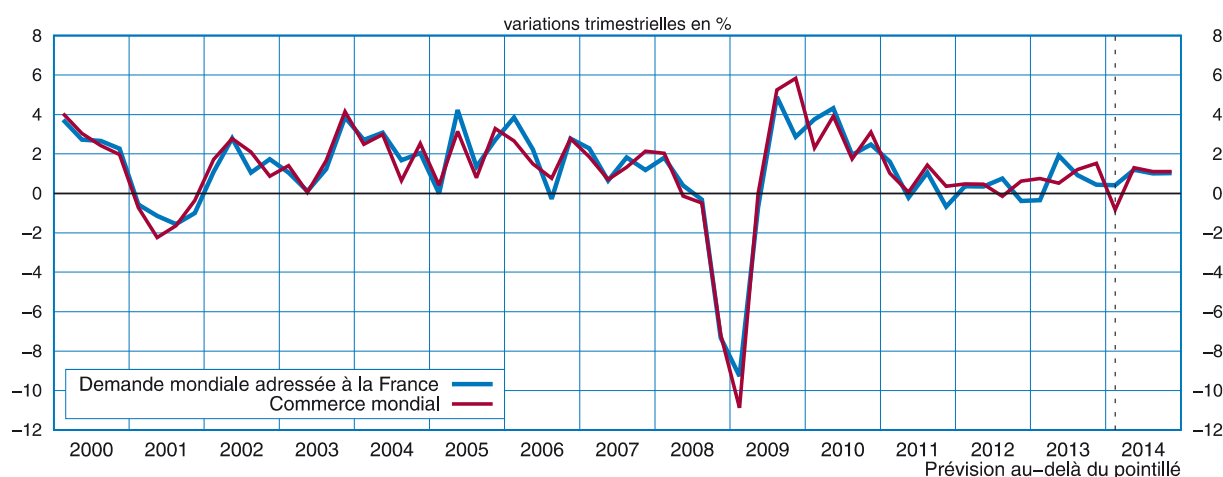
second semestre (+0,4 % puis +0,5 %). Les exportations des autres biens (agricoles, énergie) et celle des services accéléreraient légèrement au deuxième trimestre avant de retrouver un rythme proche de leur tendance.

Au total, en 2014, les exportations accéléreraient légèrement (+3,0 %, après +2,4 % en 2013). La part de marché de la France reculerait légèrement d'ici fin 2014, en raison notamment de l'appréciation passée de l'euro en 2013 (cf. graphique 4).

Les importations ralentiraient légèrement d'ici fin 2014

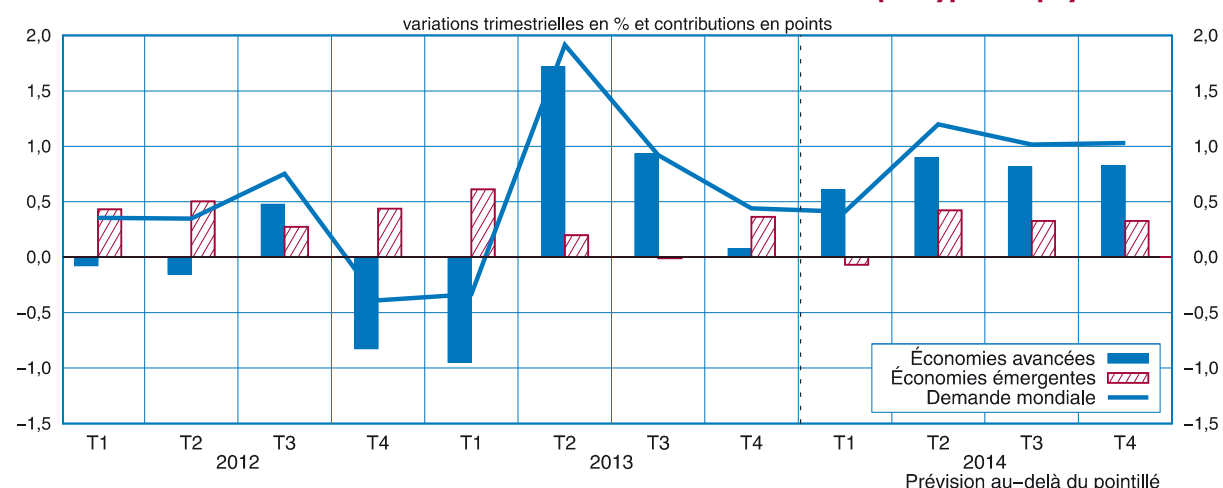
Au premier trimestre 2014, les importations de biens et services ont accéléré (+1,0 % après +0,5 %), comme attendu. Les achats de biens manufacturés ont cependant légèrement ralenti (+0,9 % après +1,3 %). Ils ont accéléré pour les produits agroalimentaires (+1,9 % après 0,0 %), les biens d'équipement (+1,6 % après +0,9 %) et les « autres produits industriels » (+2,9 % après

1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, Centraal PlanBureau

2- Demande mondiale adressée à la France et contributions par types de pays



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

Conjoncture française

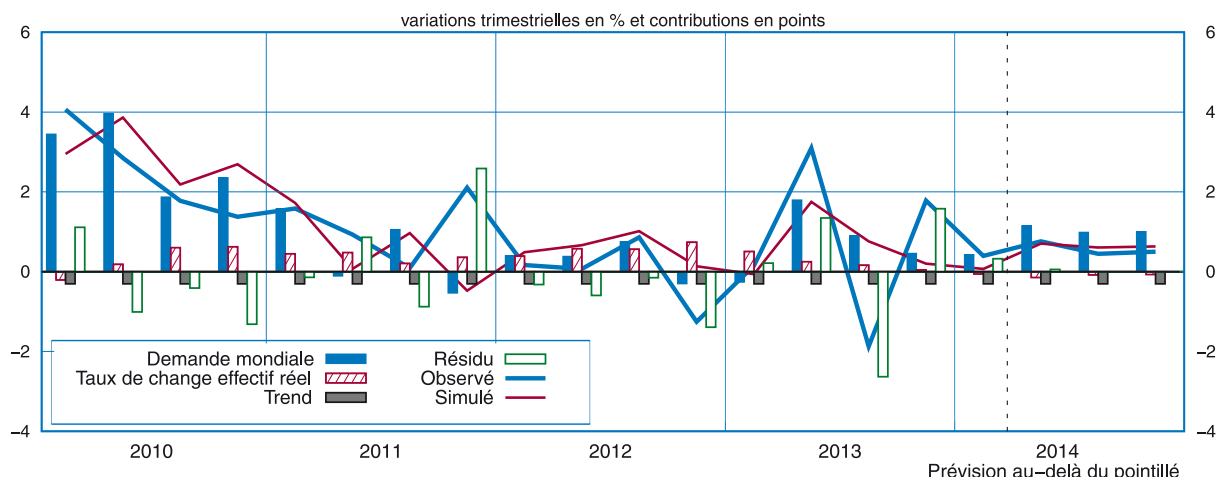
+1,5 %) : les achats de produits chimiques et surtout pharmaceutiques ont bondi. *A contrario*, ils se sont contractés dans les matériels de transports (-3,8 % après +1,8 %) et dans les produits pétroliers raffinés (-3,7 % après +1,8 %). Les achats d'énergie brute et de produits agricoles (fruits et légumes) se sont redressés, et les dépenses en services ont été dynamiques.

Au deuxième trimestre 2014, les importations ralentiraient (+0,2 % en raison d'un contrecoup attendu notamment dans les achats de chimie et pharmacie) puis accéléreraient au second semestre (+0,7 % puis +0,5 %), en ligne avec le profil attendu de la demande intérieure. Les achats

de produits manufacturés progresseraient de 0,6 % par trimestre au second semestre. Les achats d'énergie resteraient sur leur tendance baissière (-0,5 % par trimestre), et ceux de produits agricoles sur leur tendance haussière (+2,0 % puis +1,0 % par trimestre). Enfin, les importations de services ralentiraient légèrement.

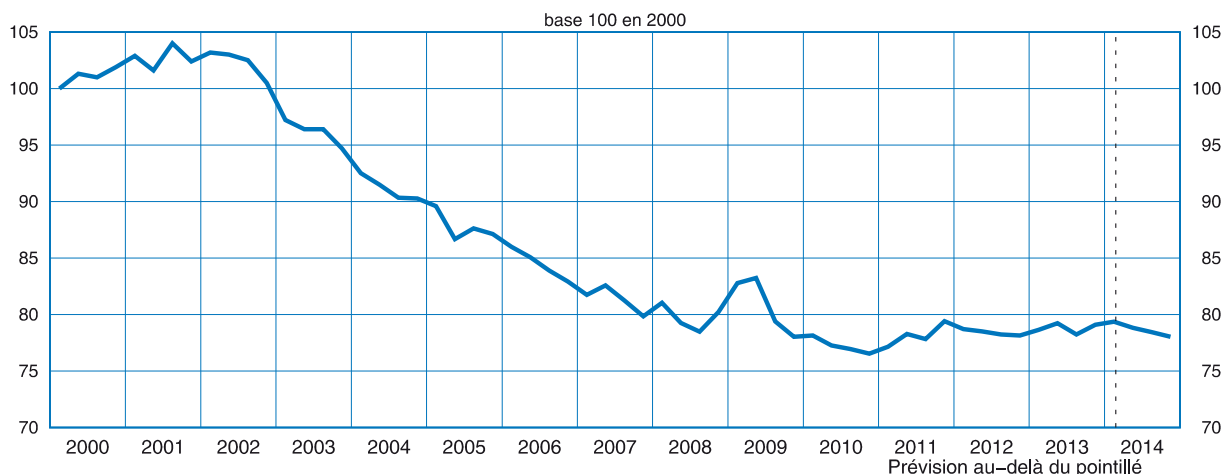
En moyenne sur l'année 2014, les importations de biens et services augmenteraient plus nettement (+3,0 %), qu'en 2013 (+1,9 %). Négative au premier trimestre (-0,2 point), la contribution du commerce extérieur au PIB serait proche de zéro jusqu'à la fin de l'année ; elle serait nulle en moyenne en 2014 après +0,1 point en 2013. ■

3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Sources : Insee, DG Trésor

4 - Part de marché de la France



Sources : Insee, DG Trésor

Emploi

Après une baisse sensible au premier semestre, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles s'est redressé au second semestre 2013 (+14 000 postes). Au premier trimestre 2014, il a reculé, pénalisé par le repli de l'intérim. Sur le reste de l'année, la hausse de l'activité serait modeste, et malgré l'enrichissement de la croissance en emplois que génère le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'emploi stagnerait. Au total, l'emploi reculerait de nouveau sur ce champ en 2014 (-22 000 postes), après déjà -53 000 postes en 2013.

Dans le même temps, l'emploi augmenterait dans les secteurs non marchands (+60 000 postes, après +76 000 en 2013), essentiellement du fait de la montée en charge du dispositif d'aide pour les « emplois d'avenir ». Au total, l'emploi total progresserait de 54 000 postes en 2014, après avoir crû de 55 000 en 2013.

Le nombre de salariés dans les secteurs marchands baisserait en 2014

En 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a reculé (-53 000 postes, cf. [tableau 1](#)). La baisse porte sur le premier semestre (-67 000), les effectifs s'étant redressés en seconde partie d'année (+14 000).

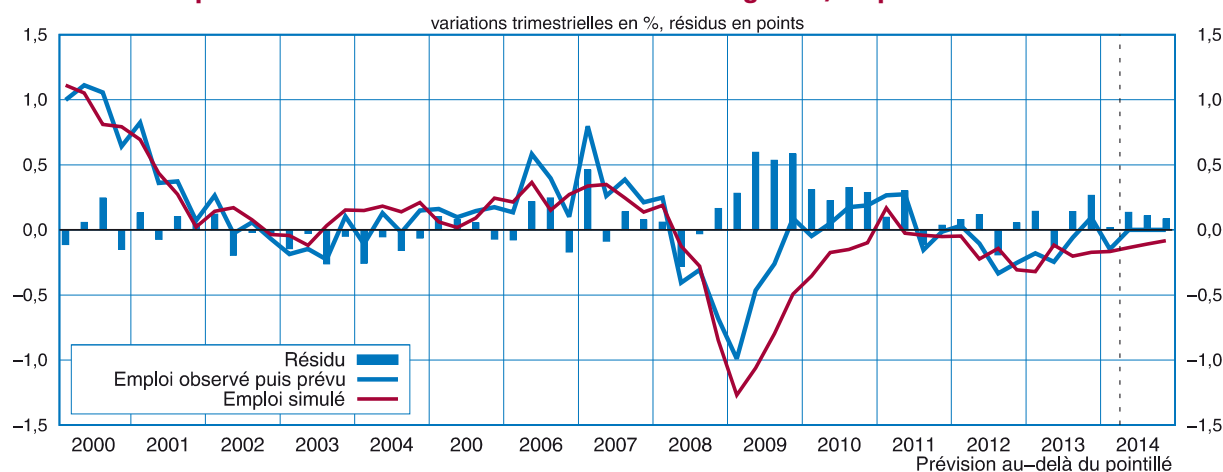
Cette évolution est globalement en conformité avec les déterminants usuels de l'emploi (cf. [graphique 1](#)). Le ralentissement de l'activité à partir du printemps 2011 s'est ainsi transmis progressivement à l'emploi, même si la productivité apparente du travail a elle-même fortement ralenti depuis 2012.

Au premier trimestre 2014, l'emploi marchand a baissé à nouveau, pénalisé notamment par l'intérim qui avait fortement augmenté fin 2013. D'ici la fin d'année, la croissance attendue de l'activité serait trop modeste pour que l'emploi se redresse significativement ; il se stabiliserait toutefois (cf. [graphique 2](#)), soutenu par les effets d'enrichissement de la croissance en emplois que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi permettrait (estimés à +30 000 emplois par semestre, cf. [éclairage « Quels effets attendre du CICE en 2014 ? »](#) de la Note de conjoncture de décembre 2013). Au total en 2014, l'emploi marchand non agricole reculerait de 22 000 postes.

L'intérim se stabiliserait d'ici fin 2014, l'emploi tertiaire hors intérim augmenterait légèrement

En 2013, l'emploi a augmenté dans le secteur tertiaire marchand (+23 000 postes), bénéficiant d'un retournement au second semestre (+46 000 postes après -23 000). Ce redressement a été

1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Note de lecture : Le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris sur la période récente du CICE). Un résidu positif, comme fin 2013, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne le laissaient attendre les comportements passés.

Source : Insee

porté par le secteur tertiaire hors intérim (+20 000 postes après -31 000) et l'accélération de l'intérim (+25 000 postes après +8 000).

Au premier trimestre 2014, la baisse de l'emploi intérimaire (-26 000 postes) a effacé l'amélioration de fin 2013, mais l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim a légèrement augmenté (+16 000). Le taux de recours à l'intérim des différents secteurs utilisateurs se stabiliserait au bas niveau observé depuis début 2013, de sorte que le nombre d'intérimaires demeurerait quasi inchangé d'ici fin 2014. Sous l'effet de la faiblesse de l'activité, l'emploi hors intérim progresserait peu : +24 000 postes au premier semestre puis +16 000 au second.

Au total, l'emploi tertiaire marchand baisserait de 2 000 postes au premier semestre puis augmenterait de 23 000 au second.

Le recul de l'emploi industriel se poursuivrait, mais à un rythme plus modéré en 2014

Sur l'ensemble de l'année 2013, l'emploi industriel a reculé (-35 000). L'emploi hors intérim¹ a diminué de 51 000 postes, avec 30 000 pertes d'emplois au premier semestre et 20 000 au second. L'emploi intérimaire dans l'industrie a légèrement augmenté (+15 000 postes) et le taux de recours à l'intérim dans ce secteur a crû, passant de 6,3 % à 6,8 %.

Après un rebond au printemps, l'activité industrielle resterait atone au second semestre et l'emploi industriel total, y compris les intérimaires employés dans le secteur, continuerait donc de reculer à un rythme soutenu en 2014 (-20 000 au premier semestre, puis -8 000 au second). Les pertes d'emplois industriels hors intérim seraient d'ampleur comparable chacun des deux semestres (-9 000 au premier semestre puis -11 000 au second).

Les pertes nettes d'emplois se poursuivraient sur le même rythme dans la construction

Dans la construction, les pertes nettes d'emplois se sont poursuivies en 2013 (-25 000, après -18 000 en 2012).

Au premier trimestre 2014, l'emploi a continué de baisser au même rythme qu'en fin d'année précédente. Les enquêtes de conjoncture n'amorçant pas d'amélioration sur les perspectives d'embauches dans ce secteur, l'emploi continuerait de reculer sur le même rythme d'ici fin 2014 (-10 000 au premier semestre puis -11 000 au second).

L'emploi non marchand continuerait de progresser grâce aux emplois d'avenir

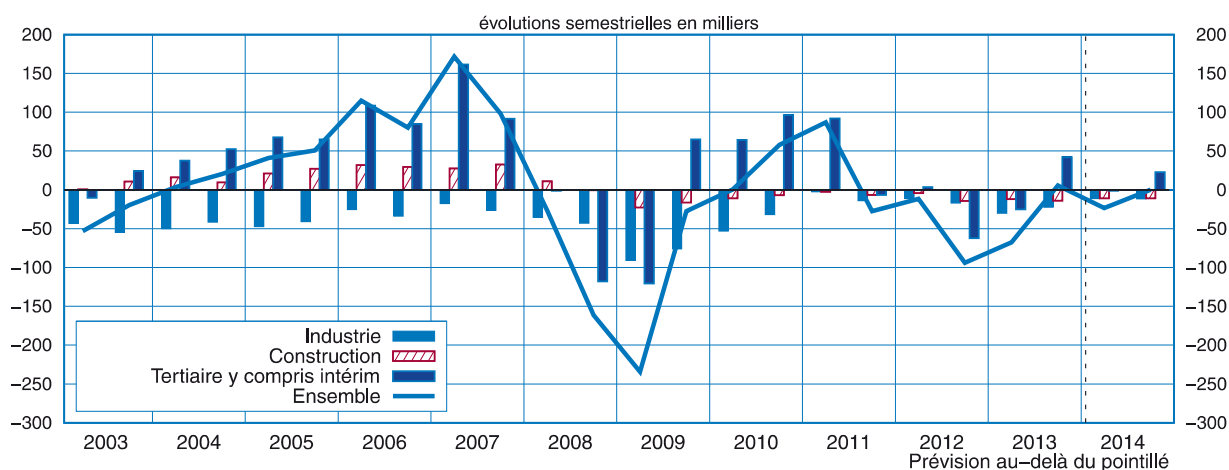
En 2013, les effectifs du secteur non marchand ont progressé davantage (+76 000 postes) que l'année précédente (+21 000 postes). Cette accélération provient principalement des contrats aidés (+71 000 après une stabilité en 2012), les autres emplois non marchands non aidés ayant ralenti.

En 2014, l'emploi non marchand serait en hausse, au premier semestre (+22 000) comme au second (+38 000). Les dispositifs de contrats aidés non marchands représenteraient 372 000 nouvelles entrées en 2014 en France métropolitaine² (dont 55 000 au titre des emplois d'avenir), après 426 000 en 2013. Cela se traduirait par une

(1) Dans les chiffres publiés par l'Insee, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction.

(2) Auxquels s'ajouteraient environ 120 000 contrats dans les DOM, le secteur marchand et l'Éducation nationale, dont 40 000 emplois d'avenir.

2 - Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles



variation du nombre de bénéficiaires de 16 000 au premier semestre, essentiellement grâce aux emplois d'avenir (cf. [tableau 2](#)). Il augmenterait un peu plus au second semestre (+29 000) : à la poursuite des créations des emplois d'avenir (+10 000) viendraient s'ajouter les entrées nettes

de contrats uniques d'insertion (CUI-CAE +19 000 postes). Pour 2014, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand augmenterait ainsi de 45 000, après +71 000 en 2013. ■

Tableau 1

Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2013		2014				2013		2014		2012	2013	2014
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	S1	S2	S1	S2			
Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)	-7	41	-25	6	6	6	-64	35	-19	12	-83	-29	-7
Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)	0	20	-3	6	6	6	3	21	3	12	23	24	15
Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :	-7	21	-22	0	0	0	-67	14	-22	0	-107	-53	-22
Industrie	-12	-9	-7	-2	-7	-5	-30	-20	-9	-11	-28	-51	-21
dont : Industrie manufacturière	-11	-8	-8	-2	-6	-4	-31	-19	-10	-10	-33	-50	-20
Construction	-6	-6	-4	-6	-6	-6	-13	-12	-10	-11	-18	-25	-21
Tertiaire essentiellement marchand	11	35	-10	8	12	10	-23	46	-2	23	-60	23	20
dont : Commerce	-3	9	3	2	2	2	-15	5	5	4	-12	-10	9
Services marchands (y compris intérim)	14	26	-13	6	10	8	-8	40	-7	18	-48	32	11
	2013		2014				2013		2014		2012	2013	2014
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	S1	S2	S1	S2			
Secteurs principalement marchands non agricoles	-7	21	-22	0	0	0	-67	14	-22	0	-107	-53	-22
Salariés agricoles	3	3	0	0	0	0	6	6	0	0	4	12	0
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	13	45	13	9	18	20	18	57	22	38	21	76	60
Non-salariés	5	5	4	4	4	4	10	10	8	8	30	20	15
EMPLOI TOTAL	13	74	-5	13	22	23	-32	87	8	45	-52	55	54

Prévision

Note de lecture : 12 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le second semestre 2014.

(1) Secteur OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

en milliers

	2013		2014				2013		2014		2012	2013	2014
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	S1	S2	S1	S2			
Emplois d'avenir	18	14	8	8	5	5	21	32	16	10	1	53	26
CUI-CAE (remplace CAE+CAV au 01/01/10)	-7	26	13	-12	8	11	-1	19	1	19	-1	18	19
Total	11	40	21	-4	13	16	20	51	16	29	0	71	45

Prévision

Champ : France métropolitaine

Note : Y compris avenants de reconduction

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

Chômage

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage s'est établi à 10,1 % de la population active (9,7 % en France métropolitaine). Il s'est stabilisé par rapport au quatrième trimestre 2013, malgré une hausse du nombre de chômeurs de 23 000 en France métropolitaine.

Au deuxième trimestre, le taux de chômage augmenterait à nouveau légèrement : mi-2014, il s'élèverait à 10,2 % (9,8 % en France métropolitaine), puis, avec la légère hausse attendue de l'emploi total, il se stabiliserait à ce niveau au cours du second semestre.

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage s'est établi à 9,7 % en France métropolitaine

Au premier trimestre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 23 000 en France métropolitaine, après un repli sur un an de 28 000 fin 2013 (cf. [tableau](#)). Dans le même temps l'emploi a augmenté de 35 000, la stabilisation de l'emploi marchand étant compensée par la dynamique des emplois aidés. Au total, le taux de chômage s'est stabilisé à 9,7 % en métropole (cf. [graphique](#)) par rapport au trimestre précédent.

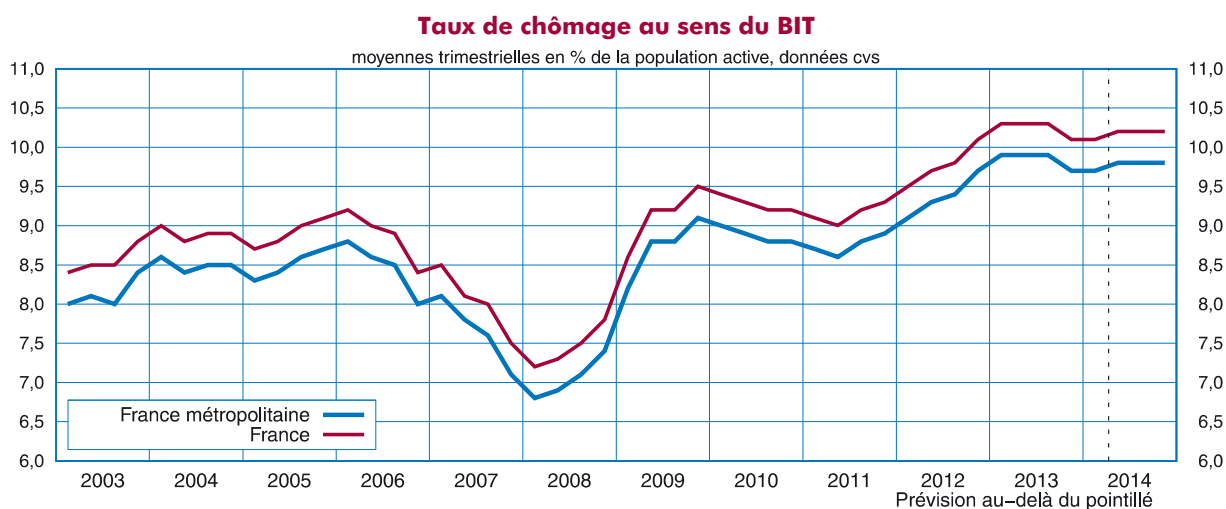
Sur un an, il a baissé de 0,2 point : il a diminué un peu plus fortement pour les femmes (-0,3 point) que pour les hommes (-0,1 point).

Le taux de chômage des 15-24 ans s'est stabilisé début 2014

Après un pic à 25,3 % des actifs fin 2012, le taux de chômage des 15-24 ans a diminué tout au long de l'année 2013 avant de se stabiliser à 22,9 % début 2014. Les jeunes ont notamment bénéficié du soutien apporté par la mise en place des emplois d'avenir, dédiés à ceux d'entre eux qui sont sans qualification ou peu diplômés. Le taux de chômage des 25-49 ans a légèrement baissé au premier trimestre 2014, pour s'établir à 9,0 %. Sur un an, il est quasi stable (-0,1 point). En revanche celui des personnes de 50 ans et plus a augmenté de 0,3 point et retrouvé son niveau du troisième trimestre 2013.

La population active a ponctuellement baissé en 2013

En 2013, la population active a baissé de 28 000 personnes. Cette évolution s'écarte nettement de ce que suggèrent les déterminants usuels de moyen terme (démographie et taux d'activité tendanciel, pour un impact évalué à +120 000) et l'effet des politiques publiques (stages, emplois aidés et réformes des retraites post-2011, pour -13 000). Trois facteurs notamment peuvent être évoqués pour expliquer cette divergence. Tout d'abord, il faut rappeler que la mesure du chômage résulte d'une enquête soumise à une certaine incertitude liée au tirage de l'échantillon.



Les écarts paraissent toutefois trop importants pour résulter de ce seul aléa. Ensuite, les estimations des évolutions tendanciennes et des impacts des politiques publiques sont issues de modélisations. Elles sont donc par essence entourées d'incertitudes et elles ne sont pas destinées à retracer de manière précise les fluctuations de la population active d'une année sur l'autre. Enfin, l'approche retenue ici ne prend pas en compte le fait qu'en période de détérioration conjoncturelle, des chômeurs peuvent se décourager de trouver un emploi et se retirer du marché du travail, ou des inactifs peuvent retarder leur arrivée sur ce marché : il s'agit du phénomène d'« effets de flexion conjoncturelle d'activité ». Jusqu'en 2012, la modélisation de ce comportement était intégrée à la prévision des *Notes de conjoncture*. Mais, depuis la crise de 2008-2009, les effets de flexion semblaient être devenus négligeables (cf. « *La crise a modifié les effets de la conjoncture sur la participation au marché du travail* », *Note de conjoncture* de mars 2013). Il n'est toutefois pas exclu qu'en 2013, après trois années de conjoncture dégradée, des effets de découragement pèsent sur l'évolution de la population active.

Le chômage augmenterait légèrement en 2014

En 2014, sous l'hypothèse d'un retour à ses déterminants usuels, la population active augmenterait à nouveau (+124 000). Elle serait notamment soutenue par le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 61 ans et 2 mois. Toutefois, sa croissance serait limitée par les départs en retraite pour carrières longues (cf. ligne « *effets estimés des politiques publiques* »). À la suite d'une meilleure modélisation de l'âge de fin d'études, l'impact baissier de cette mesure sur la population active serait d'ailleurs plus prononcé que ce qui avait été anticipé lors de la précédente *Note de conjoncture*.

La population active progresserait ainsi plus vite (+124 000) que les créations nettes d'emplois total (+79 000). Le nombre de chômeurs augmenterait au premier semestre puis serait globalement stable au second semestre et le taux de chômage s'établirait à 9,8 % au deuxième trimestre 2014 en France métropolitaine (10,2 % y compris Dom) puis se stabiliserait à ce niveau jusqu'à la fin de l'année. ■

Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

	Variations trimestrielles										Variations annuelles				
	2012		2013				2014								
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2010	2011	2012	2013	2014
Population des 15-64 ans	-24	-23	-23	-23	-22	-22	-22	-22	-22	-22	127	8	-95	-90	-89
Population des 15-59 ans	-20	-22	-21	-17	-14	-11	-9	-9	-9	-11	-121	-80	-76	-63	-38
Population active	0	63	16	-3	-7	-34	58	23	23	20	45	214	214	-28	124
dont :															
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	36	36	30	30	30	30	34	34	34	34	160	165	146	120	135
(b) Effets estimés des politiques publiques	2	-1	-4	-2	-3	-5	0	-3	-3	-6	-66	-6	23	-13	-11
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-39	27	-10	-32	-34	-60	23	-8	-8	-8	-49	54	45	-135	0
Emploi	-34	-45	-27	-16	-1	44	35	4	18	23	136	165	-42	0	79
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « <i>Emploi</i> »)	-53	-37	-17	-15	13	74	-5	13	22	23	138	125	-52	55	54
Chômage BIT	34	108	43	13	-6	-78	23	19	6	-3	-92	49	255	-28	45
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période				
Taux de chômage BIT (%)															
France métropolitaine	9,4	9,7	9,9	9,9	9,9	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8	8,8	8,9	9,7	9,7	9,8
France (y compris Dom)	9,8	10,1	10,3	10,3	10,3	10,1	10,1	10,2	10,2	10,2	9,2	9,3	10,1	10,1	10,2

Prévisions

Notes de lecture :

- la ligne *Emploi* présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau.
- emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee